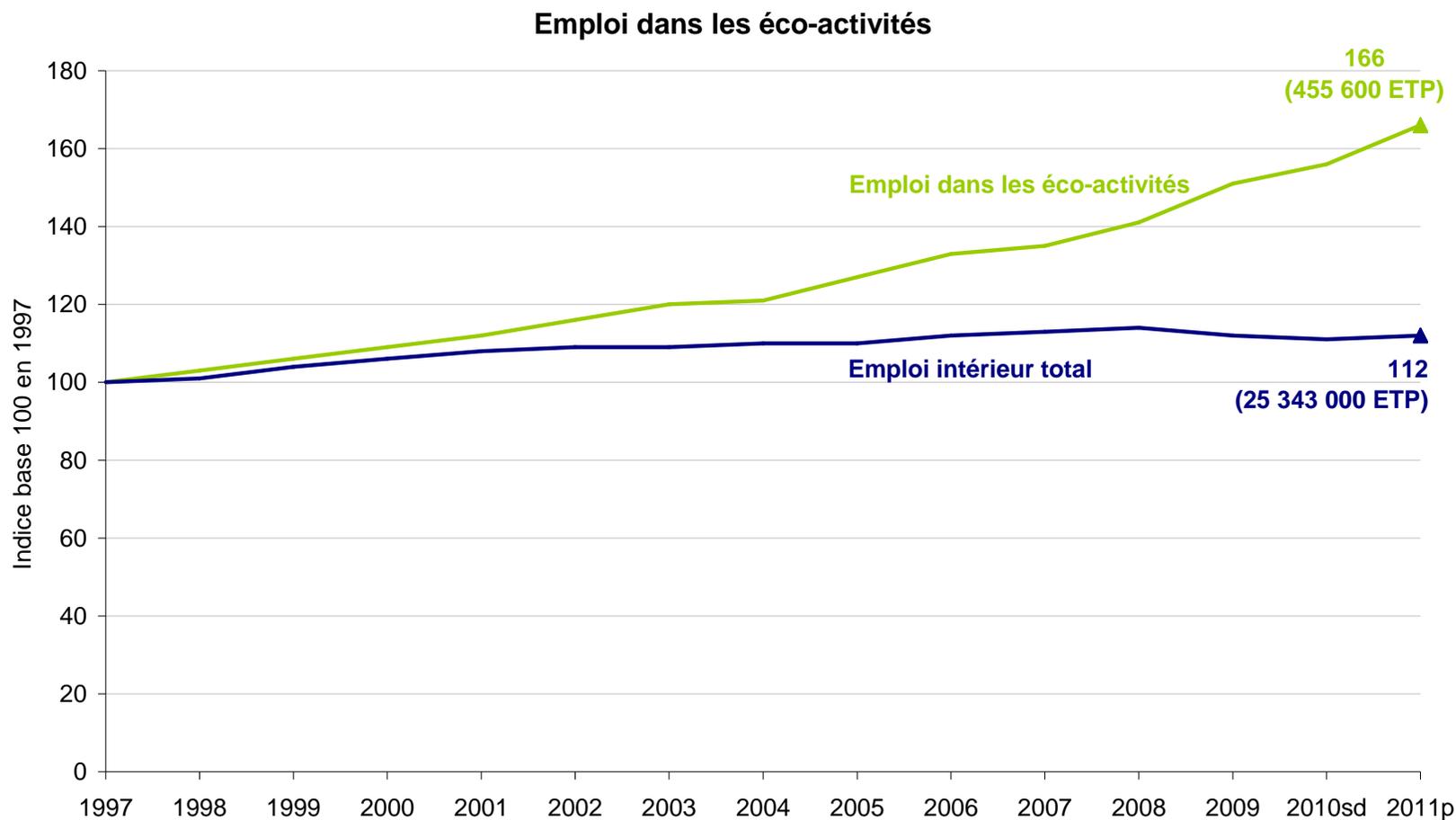


TABLEAU DE BORD D'INDICATEURS D'IMPACT MACRO-ÉCONOMIQUE DE L'ÉCONOMIE VERTE 2^E TRIMESTRE 2013

Thème	Indicateur	Période de référence	Donnée	Évolution sur douze mois
Emploi et formation 	1- EMPLOI DANS LES ÉCO-ACTIVITÉS			
	Emploi total dans les éco-activités <small>Source : SOeS</small>	2011	455 600 emplois	+ 6,7%
	Emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités (eau, déchets, énergie) <small>Source : SOeS</small>	2011	85 500 emplois eau 84 800 emplois déchets 94 900 emplois énergie	+ 1,1% + 4,8% + 18,9%
	2- INSCRIPTIONS DANS LES FORMATIONS INITIALES ENVIRONNEMENTALES			
	Nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale environnementale par niveau de diplômes <small>Source : Céreq, base Reffet - MESR, SISE et BCP</small>	2011	71 000 inscrits	+ 9,3%
	3- FLUX D'EMPLOIS ET TENSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL POUR LES MÉTIERS VERTS ET VERDISSANTS			
	Demandes et offres d'emploi sur le marché du travail pour les métiers verts et verdisants <small>Source : Dares, Pôle emploi</small>	2013-T1	220 600 demandes 88 800 offres	- 0,9% - 19,2%
Ratio de tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdisants <small>Source : Dares, Pôle Emploi</small>	2013-T1	40 offres / 100 demandes	- 9 offres /100 demandes	
Économie 	4- ÉCO-ACTIVITÉS			
	Production dans les éco-activités <small>Source : SOeS</small>	2011	79,3 Mds €	+ 7,5%
	Valeur ajoutée dans le PIB <small>Source : SOeS</small>	2011	1,4% (27,4 Mds €)	+ 2,2%
	Exportations dans les éco-activités <small>Source : SOeS, douanes</small>	2012	9,3 Mds €	+ 0,5%
	Balance commerciale des éco-activités <small>Source : SOeS, douanes</small>	2012	+ 3,55 Mds €	+ 2 000 M €
	5- ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT			
Dépense totale de protection de l'environnement (rapportée au PIB) <small>Source : SOeS</small>	2011	46 Mds €	+ 3,2%	
Fiscalité 	6- RECETTES FISCALES ENVIRONNEMENTALES			
	Montant total des recettes fiscales environnementales <small>Source : Eurostat, Insee (comptes nationaux)</small>	2011	39,4 Mds €	+ 5%
	Part des recettes fiscales environnementales dans les prélèvements obligatoires <small>Source : Eurostat, Insee (comptes nationaux)</small>	2011	4,5%	- 0,06 pt
Investissements, recherche et innovation 	7- INVESTISSEMENTS VERTS			
	Part des investissements consacrés à l'économie d'énergie dans l'industrie (réalisés et envisagés sur période récente) <small>Source : Insee</small>	2011 2012 2013	Réalisés : 8% Réalisés : 9% Envisagés : 8%	- 1 pt
	8- DÉPENSE EN R&D POUR L'ÉCONOMIE VERTE			
	Dépense de R&D pour la protection de l'environnement <small>Source : SOeS</small>	2011	4,22 Mds €	+ 11,2%
	Dépense publique de R&D pour l'investissement dans l'énergie verte (efficacité énergétique, énergies renouvelables...) <small>Source : AIE, DRI</small>	2011	490 M €	+ 29,9%
	9- BREVETS VERTS			
Demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement (part dans l'ensemble des demandes françaises) <small>Source : OCDE</small>	2010	576 (8,1%)	- 21,9%	

Indicateur 1.1 (Emploi et Formation - Emploi dans les éco-activités)



Note : 2010 semi-définitif (sd) - 2011 provisoire (p)

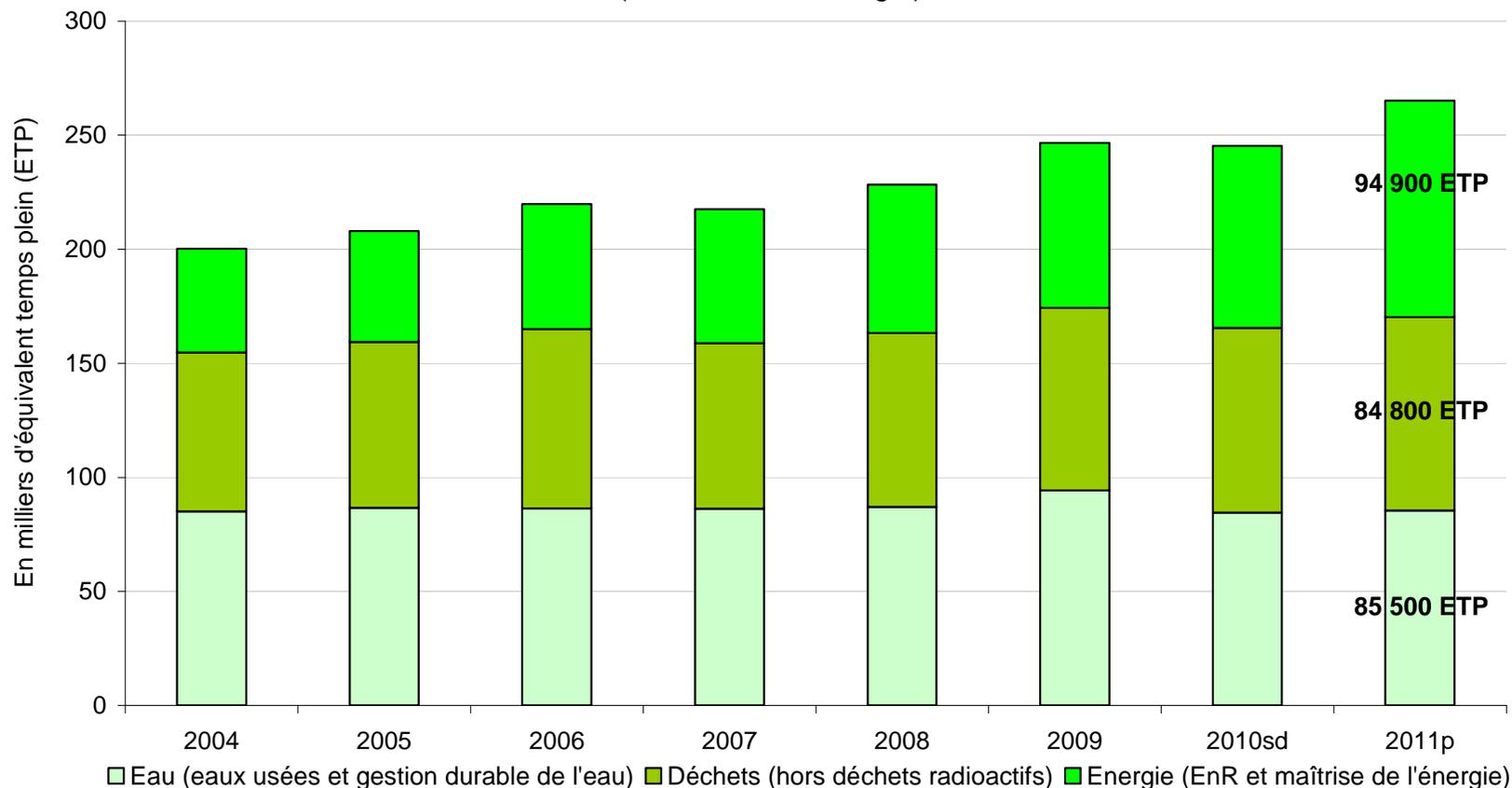
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : Les éco-activités regroupent les activités ou services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

Entre 2004 et 2011, les emplois dans les éco-activités sont en constante augmentation : + 4,6 % en moyenne annuelle entre 2004 et 2011, bien plus que dans l'ensemble de l'économie (+ 0,3 %). Ce dynamisme est surtout porté par le domaine des énergies renouvelables (+ 15,3 % en moyenne annuelle entre 2004 et 2011). L'agriculture biologique y contribue également dans une moindre mesure.

Indicateur 1.2 (Emploi et Formation - Emploi dans les éco-activités)

Emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités (eau, déchets, énergie)



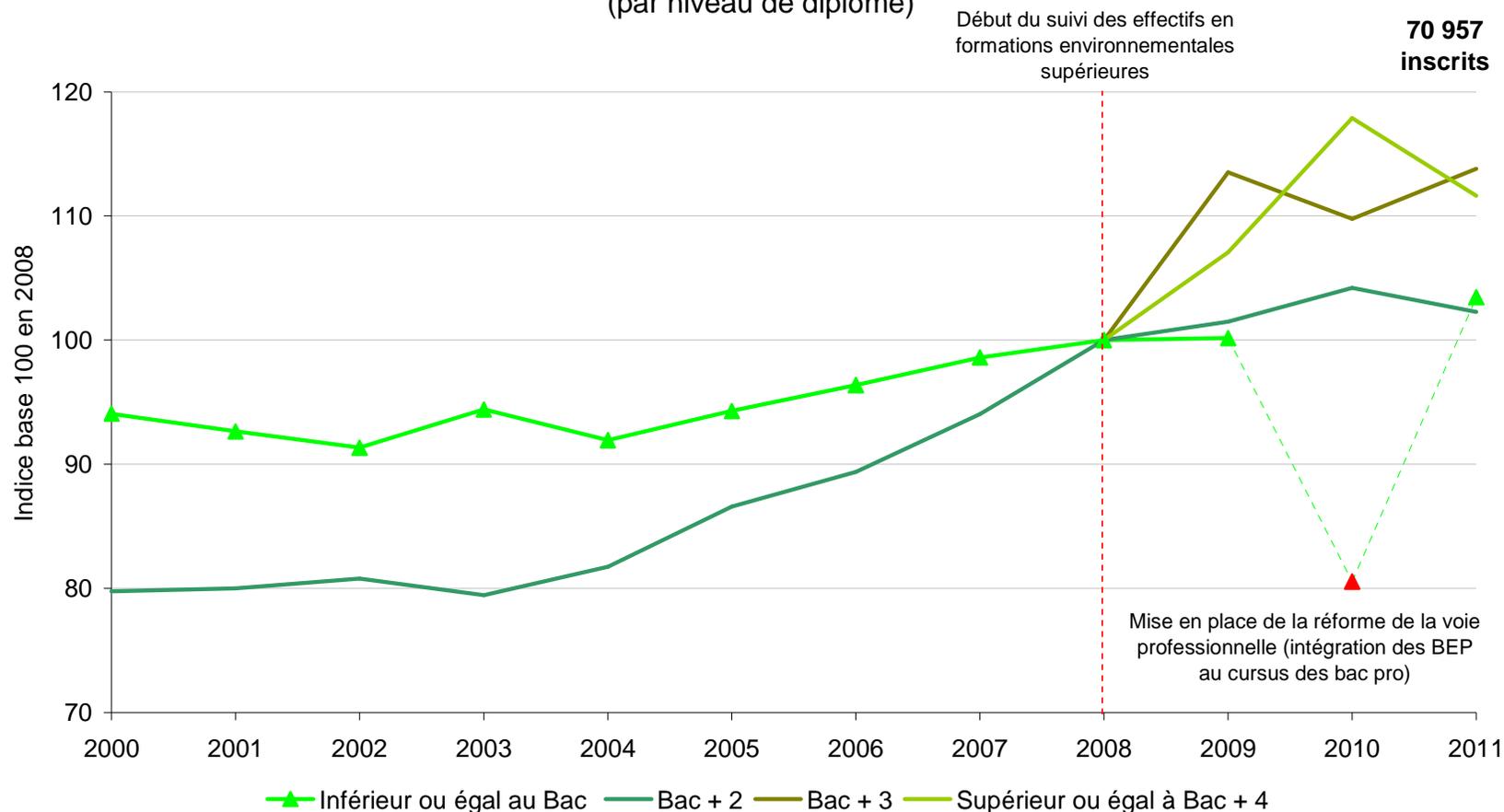
Note : 2010 semi-définitif (sd) - 2011 provisoire (p)

Source: SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : L'emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités augmente progressivement depuis 2004. L'énergie est le domaine le plus dynamique, en particulier grâce aux énergies renouvelables (+ 15,3 % en moyenne annuelle entre 2004 et 2011). Les déchets et l'eau, domaines historiques, connaissent une augmentation moyenne annuelle respective de 2,8 % et 0,1 % entre 2004 et 2011.

Indicateur 2.1 (Emploi et Formation - Inscriptions dans les formations initiales environnementales)

Nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale en environnement (par niveau de diplôme)

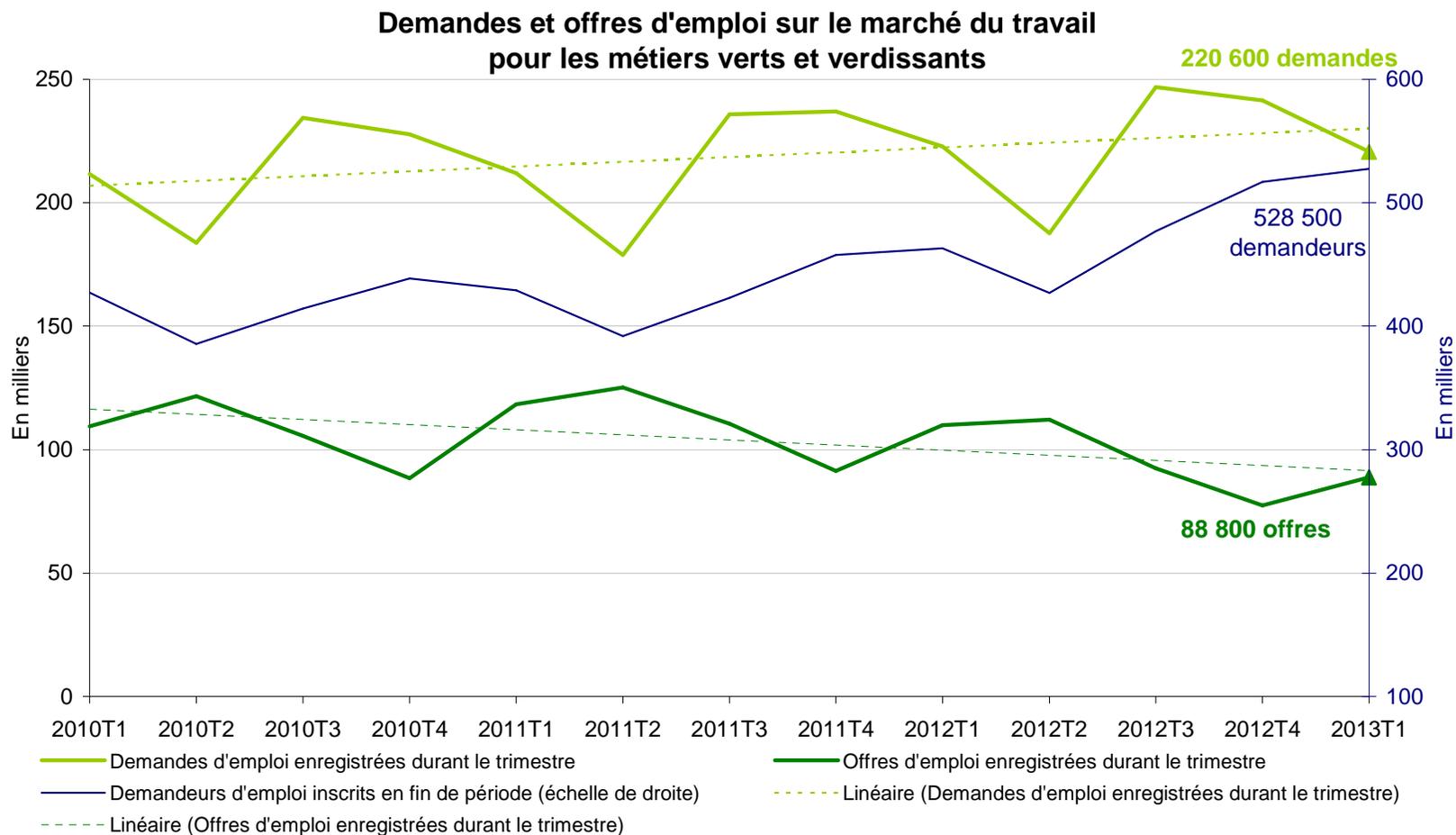


Source : Céreq, base Reflet - MESR, SISE et BCP - Traitement : SOeS - Champ : France entière

Lecture : les formations inférieures ou égales au Bac comprennent les effectifs de niveaux IV et V (BEP, CAP, Bac professionnel, Bac technologique, etc.). Les Bac + 2 correspondent aux effectifs de niveau III (BTS, DUT), les Bac + 3 aux effectifs de niveau II (Licence LMD, Licence professionnelle). Les formations supérieures ou égales à Bac + 5 comprennent les effectifs de niveau I (Master, magistère, doctorat, diplôme d'ingénieur).

Depuis 2008, début du suivi des effectifs en formations environnementales supérieures, le nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale en environnement augmente progressivement (+ 2,3 % d'augmentation en moyenne par an). En 2011, on dénombre 70 957 inscrits, dont près de la moitié des effectifs suit une formation de niveau inférieur ou égal au Bac (44 %).

Indicateur 3.1 (Emploi et Formation – Flux d'emplois et tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants)



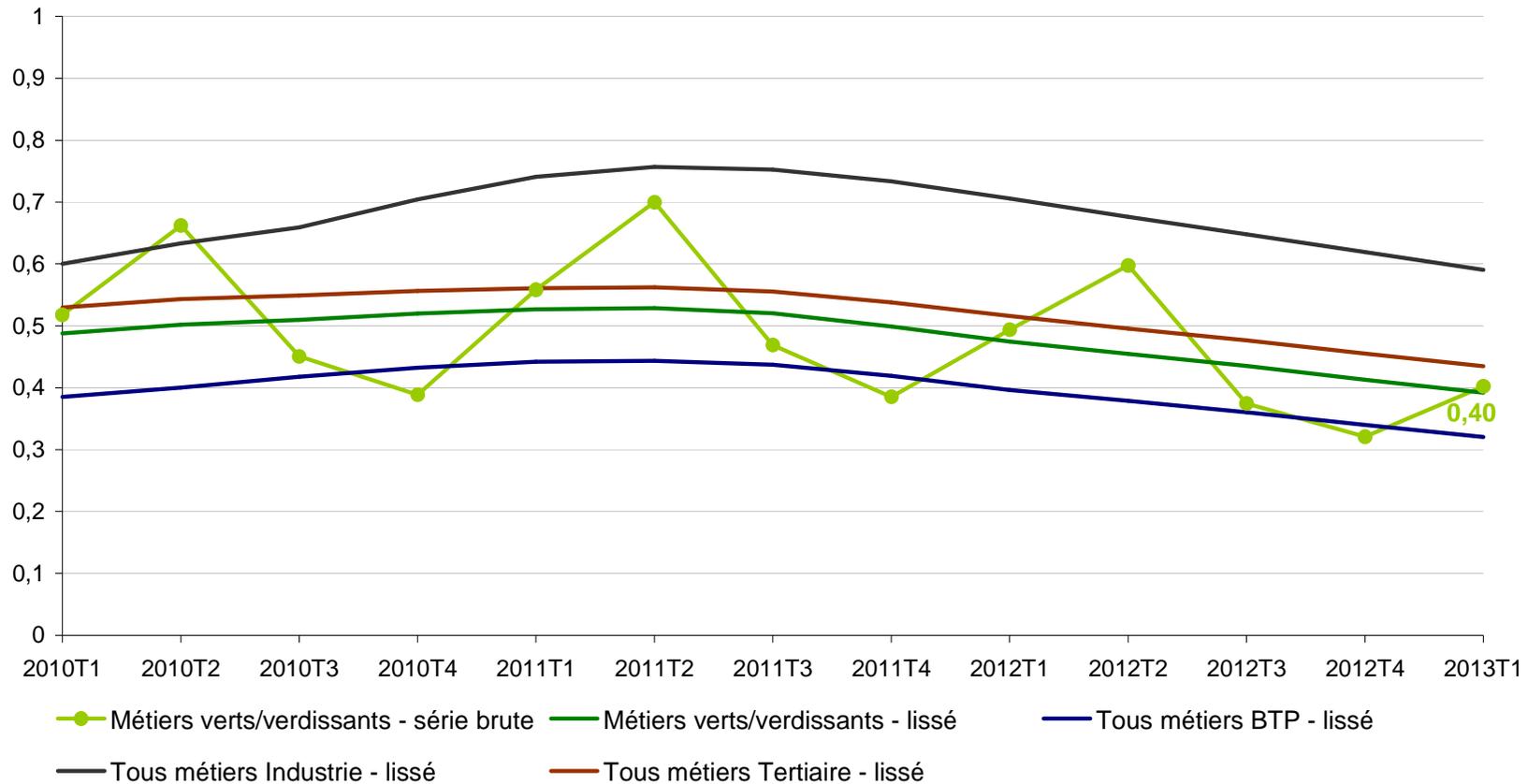
Note: demandes d'emploi de la catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi).

Source: Dares, Pôle Emploi

Lecture : le flux de demandeurs d'emplois sur les métiers de l'économie verte augmente, en liaison avec la situation globale de l'emploi mais aussi avec la hausse des formations sur ces métiers, tandis que le flux d'offres d'emploi pour ceux-ci décroît depuis 2010. Au premier trimestre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi sur les métiers de l'économie verte s'établissait à 528 500 personnes.

Indicateur 3.2 (Emploi et Formation – Flux d'emplois et tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants)

Ratio de tension (offres / demandes d'emploi) sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants

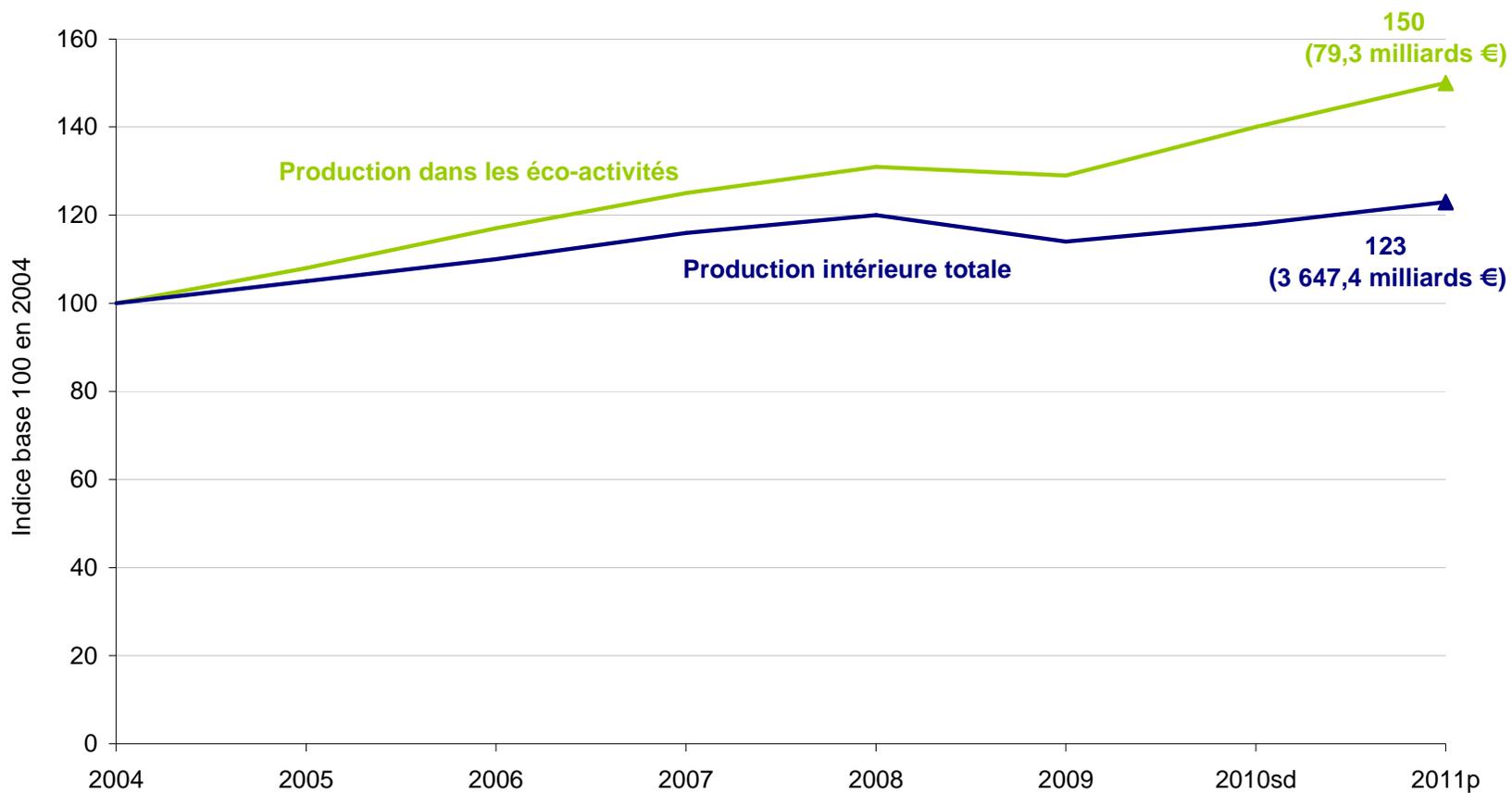


Source: Dares, Pôle Emploi

Lecture : Pour les métiers de l'économie verte, l'indicateur de tension sur le marché du travail reste sur une tendance baissière depuis le second trimestre 2011. Cette tendance est conforme à ce qui est observé pour l'ensemble des métiers des domaines professionnels du bâtiment, de l'industrie et du tertiaire.

Indicateur 4.1 (Economie - Eco-activités)

Production dans les éco-activités



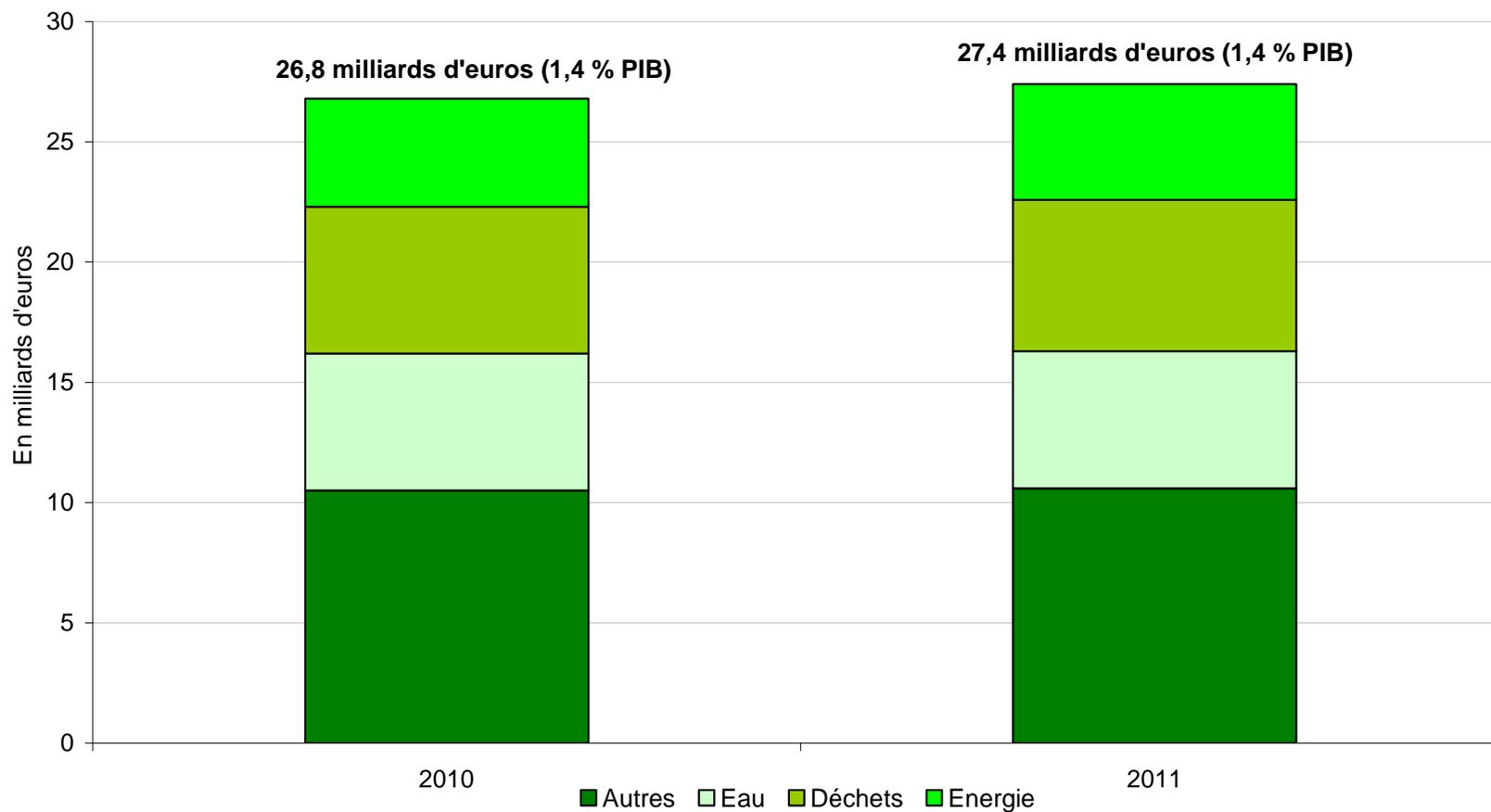
Note : 2010 semi définitif (sd) - 2011 provisoire (p)

Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : La production dans les éco-activités est plus dynamique que sur l'ensemble de l'économie : + 6 % en moyenne annuelle entre 2004 et 2011 contre + 3 % dans l'ensemble de l'économie.

Indicateur 4.2 (Economie - Eco-activités)

Valeur ajoutée des éco-activités dans le PIB

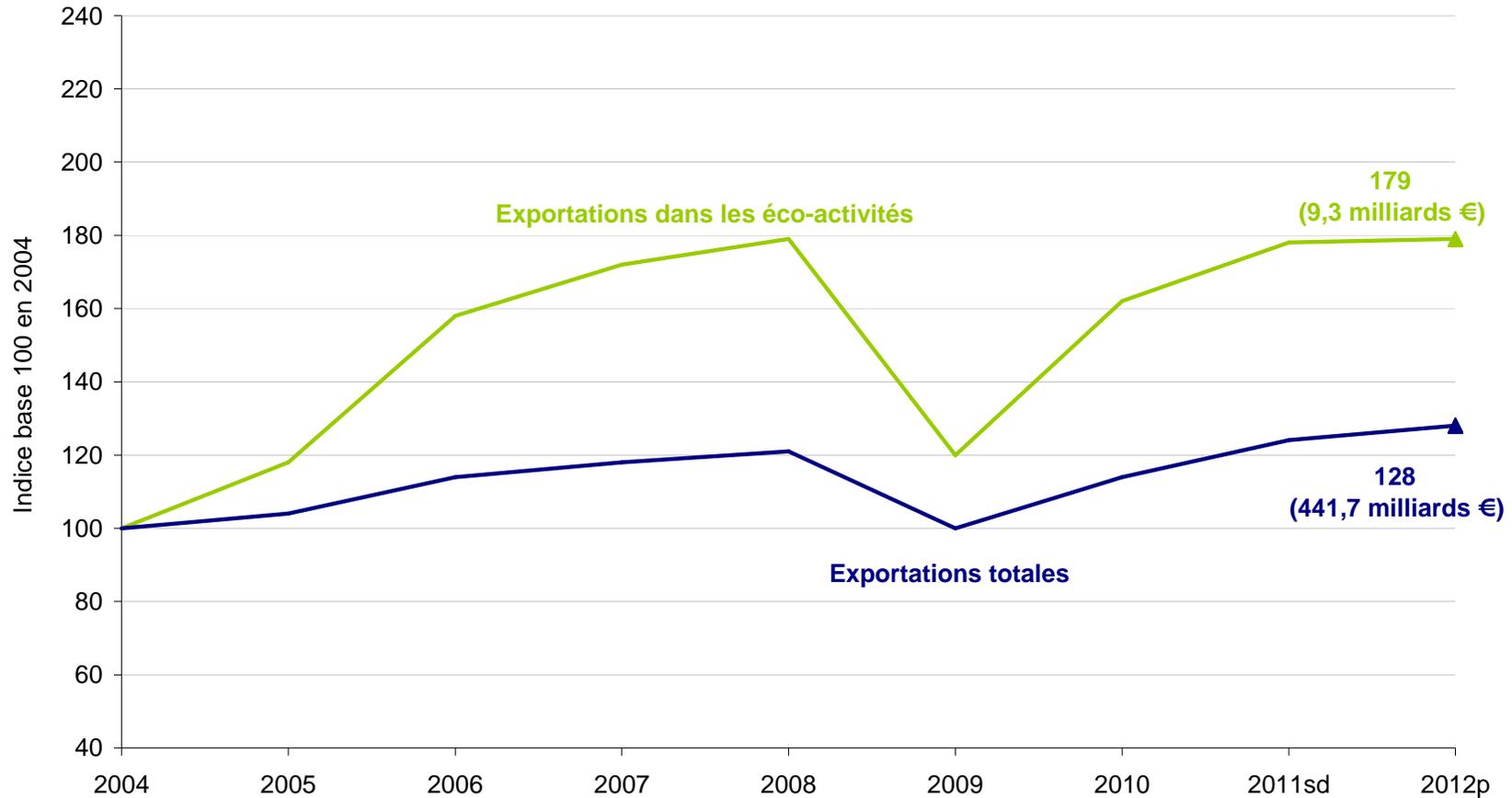


Note : 2010 semi-définitif, 2011 provisoire
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : Le montant de la valeur ajoutée totale des éco-activités augmente de 2,2 % entre 2010 et 2011 pour atteindre 27,4 milliards d'euros, soit 1,4 % du PIB. Les domaines de l'énergie, de l'eau et des déchets représentent 61 % cette valeur ajoutée.

Indicateur 4.3 (Economie - Eco-activités)

Exportations dans les éco-activités

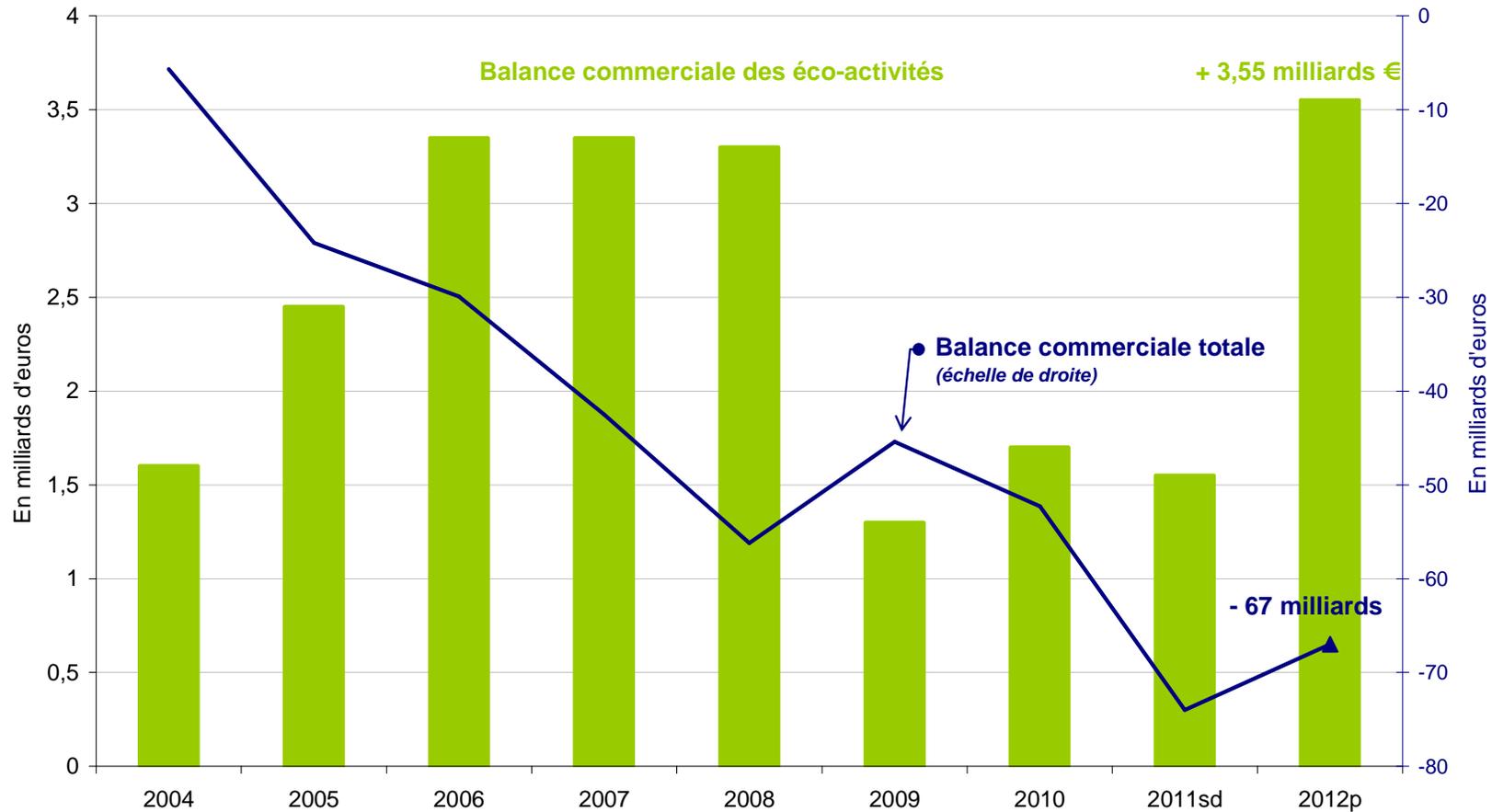


Note : 2010 semi définitif (sd) - 2011 et 2012 provisoires (p)
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : Les exportations dans les éco-activités ont augmenté en moyenne annuelle de 7,5% entre 2004 et 2012. La plus forte part de ces exportations concerne les matières premières recyclables dont les échanges sont très dépendants du prix des matières premières. Ainsi, entre 2008 et 2009, les échanges dans le domaine de la récupération (composé principalement de ces matières premières recyclables) ont été divisés de moitié, ce qui contribue à expliquer la chute des exportations dans les éco-activités. En 2012, ces dernières ont retrouvé leur niveau de 2008.

Indicateur 4.4 (Economie - Eco-activités)

Balance commerciale des éco-activités

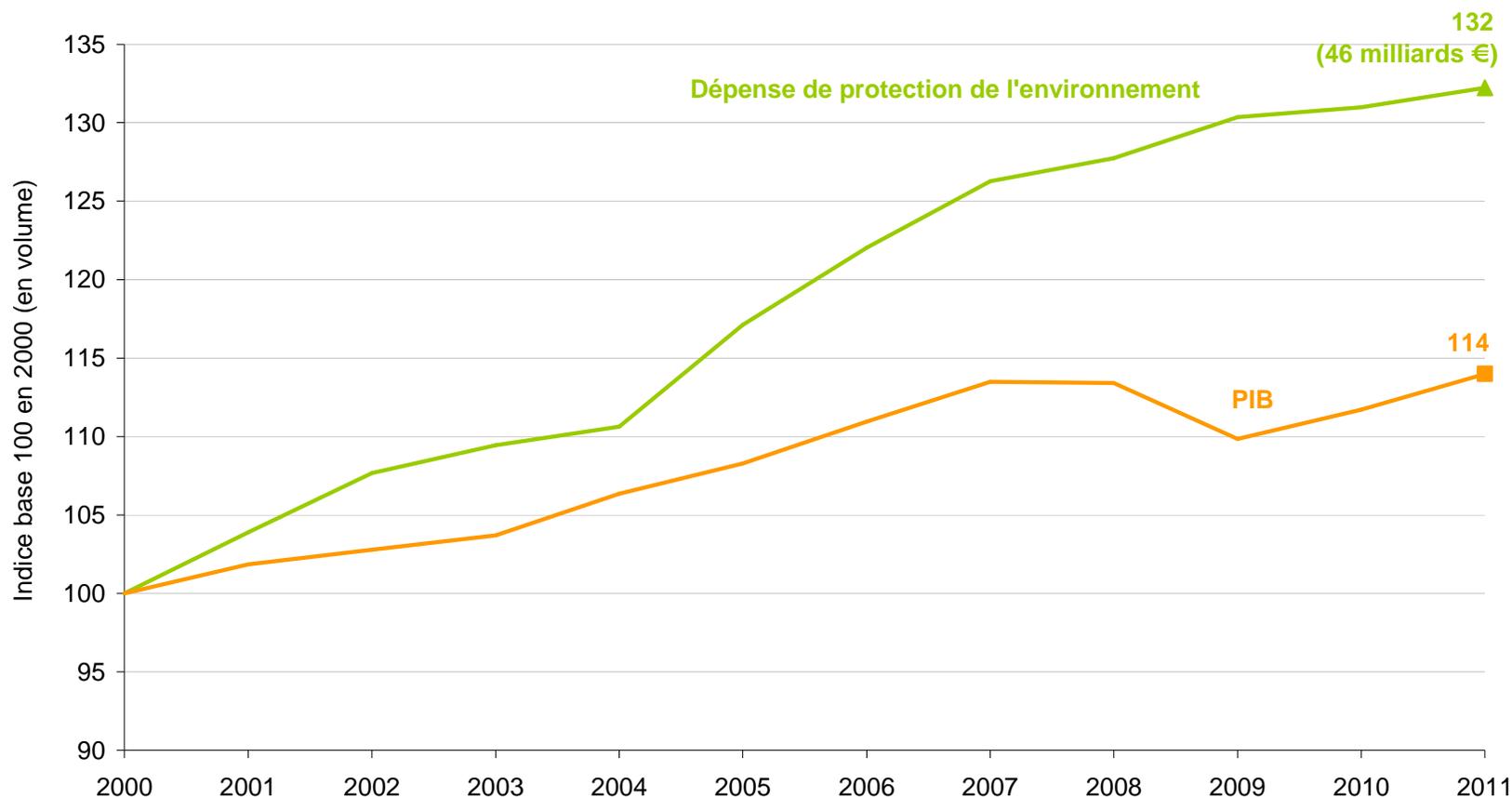


Note : 2010 semi-définitif - 2011 et 2012 provisoires
(p)

Lecture : La balance commerciale dans les éco-activités est toujours positive, contrairement à la balance commerciale totale. Suite à la chute des exportations de matières premières recyclables, elle connaît cependant un net recul entre 2008 et 2009, mais repart à la hausse ensuite et augmente fortement en 2012 en raison d'une baisse des importations dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier pour les cellules photovoltaïques (de 2 527 à 739 millions d'euros entre 2011 et 2012).

Indicateur 5.1 (Economie - Economie de l'environnement)

Dépense totale de protection de l'environnement



Note : données 2010 semi-définitives, données 2011 provisoires.

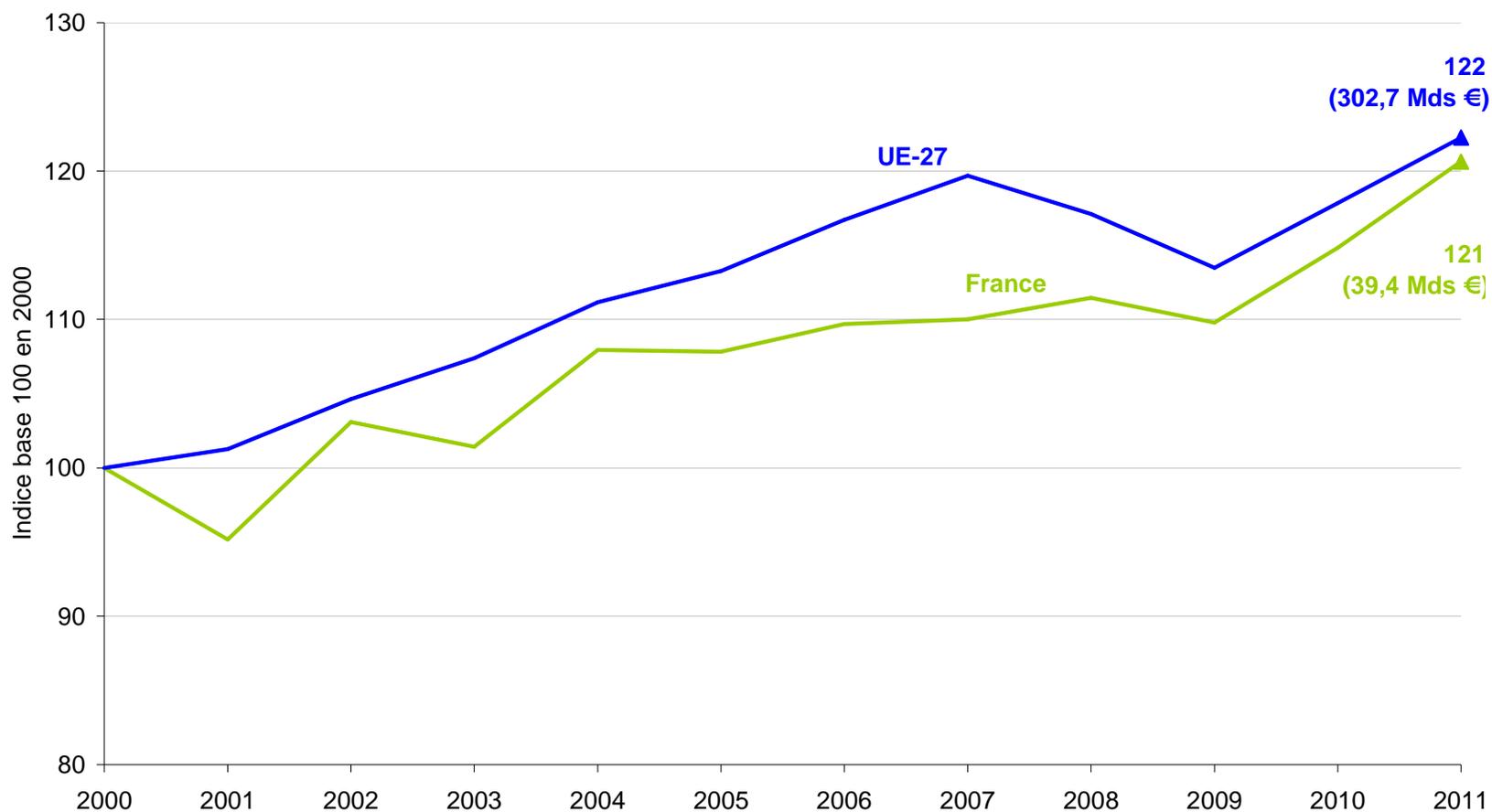
Source : SOeS, 2013.

Lecture : La dépense de protection de l'environnement mesure l'effort financier des ménages, des entreprises et des administrations publiques pour la prévention, la réduction ou la suppression des dégradations de l'environnement, dans des domaines tels que la gestion des déchets et des eaux usées, la protection de l'air, des sols et de la biodiversité ou encore la lutte contre le bruit.

Entre 2000 et 2011, la croissance de la dépense de protection de l'environnement a été plus forte que celle du PIB. Cependant, son évolution récente est avant tout portée par la hausse des prix des biens et services environnementaux et des matières premières. Une fois corrigée de l'effet de l'inflation, la dépense de protection de l'environnement n'augmente ainsi que 0,9 % entre 2010 et 2011, tandis que le PIB croît de 2,0 %.

Indicateur 6.1 (Fiscalité – Recettes fiscales environnementales)

Montant total des recettes fiscales environnementales

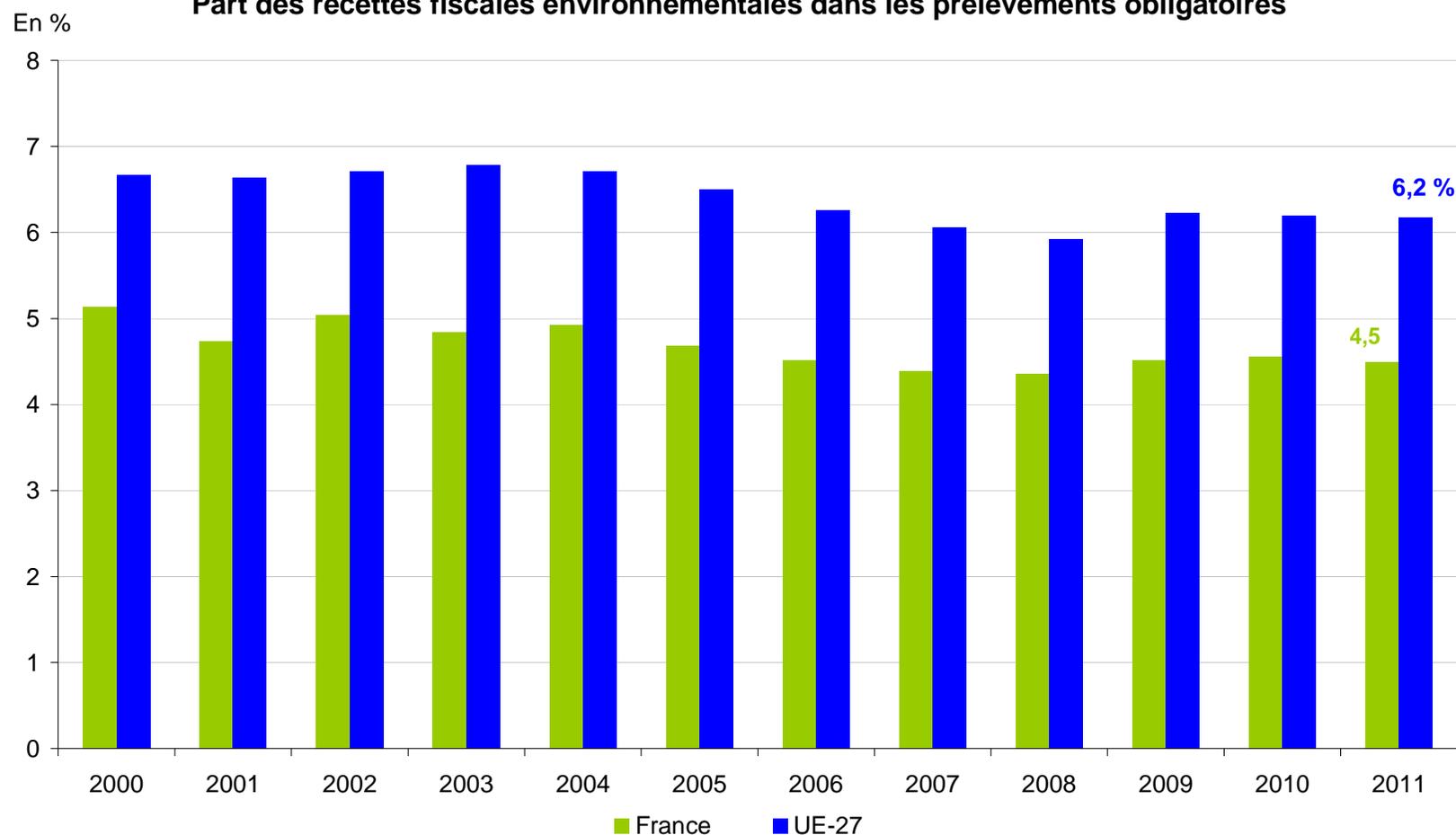


Sources : Eurostat (UE), Insee (France) - traitement : SOeS

Lecture : les recettes fiscales environnementales, qui désignent le produit de l'ensemble des taxes environnementales perçu par les administrations publiques (Etat et collectivités locales), ont crû d'un peu plus de 20 % entre 2000 et 2011 aussi bien dans l'ensemble des pays de l'Union européenne qu'en France. Cela représente une croissance annuelle moyenne de près de 2 % (+1,8% dans l'UE contre +1,7% en France).

Indicateur 6.2 (Fiscalité – Recettes fiscales environnementales)

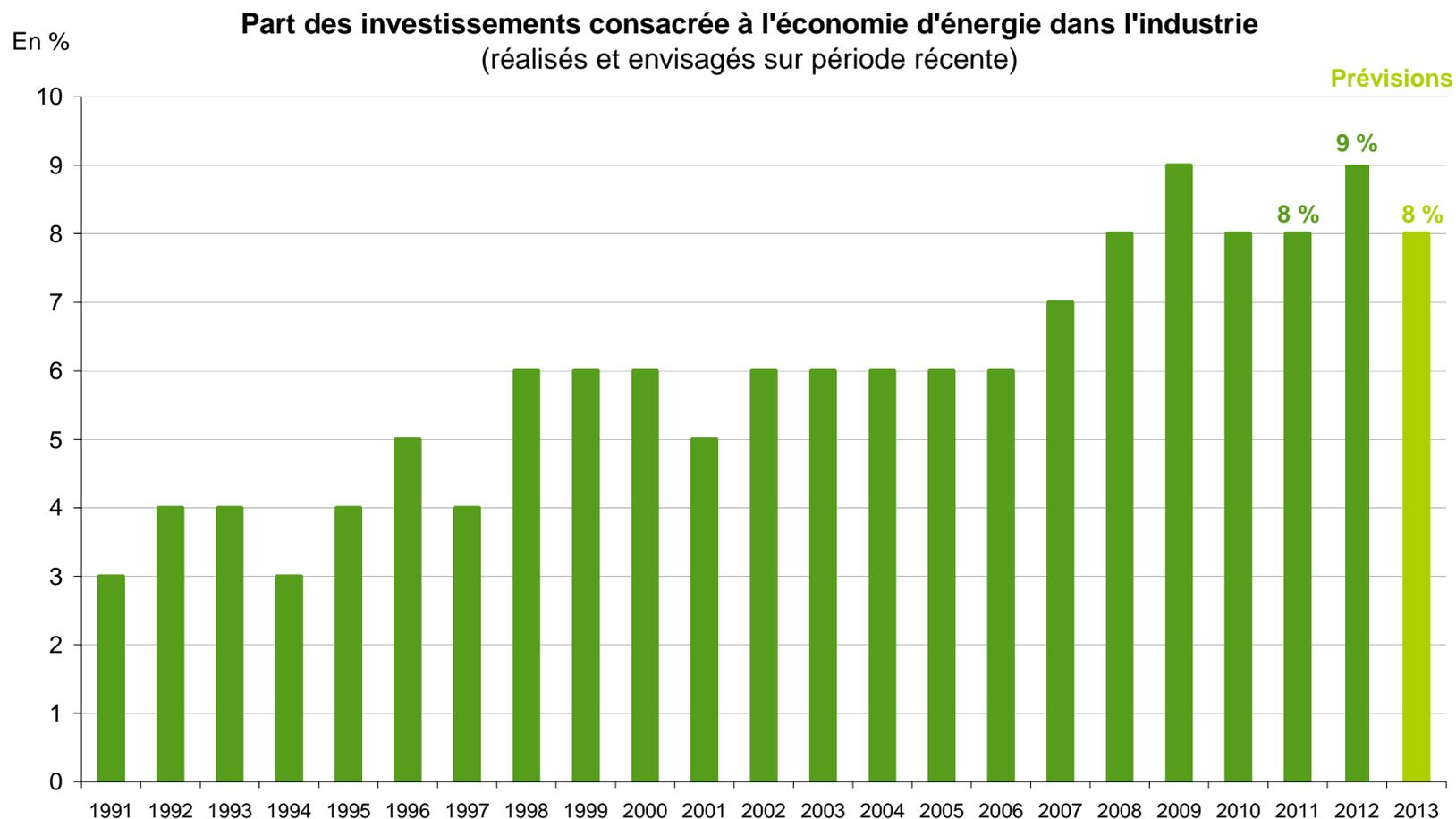
Part des recettes fiscales environnementales dans les prélèvements obligatoires



Sources : Eurostat (UE), Insee (France) - traitements : SOeS

Lecture : en 2011, les recettes fiscales environnementales constituent 4,5% du montant total des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) en France contre 6,2% dans l'ensemble de l'Union européenne. Cette proportion est en diminution entre 2005 et 2008 aussi bien en France que dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. La légère remontée de l'indicateur en 2009 ne permet pas de retrouver le niveau atteint au début des années 2000. La baisse de ce ratio traduit une progression des recettes fiscales environnementales moins rapide que celle des autres prélèvements fiscaux et sociaux. Ainsi, en France, les recettes de la TVA et celles de la CSG ont bénéficié d'une progression nettement plus soutenue entre 2000 et 2011.

Indicateur 7.1 (Investissements, recherche et innovation – Investissements verts)

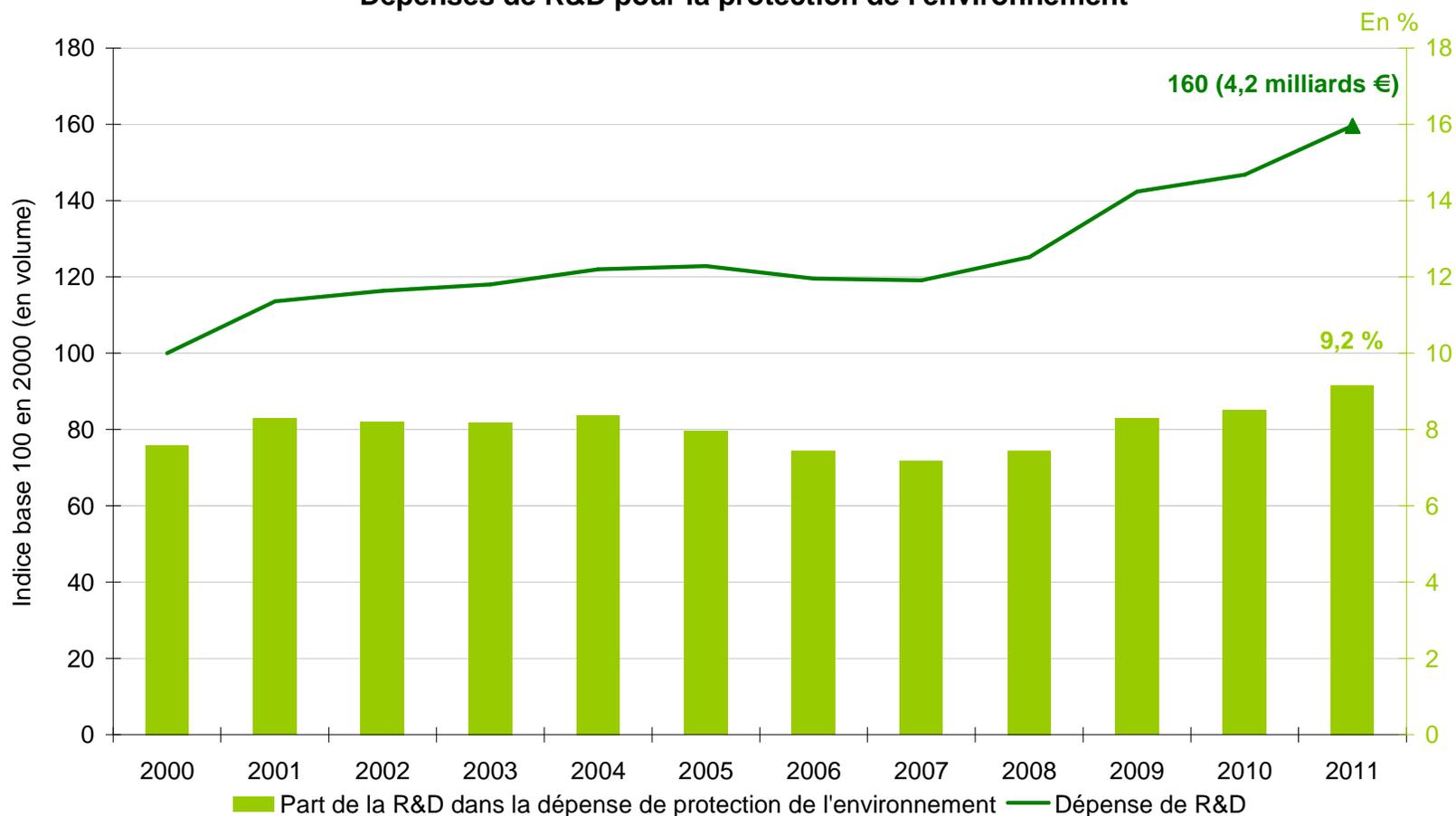


Note: prévisions en avril de l'année en cours, réalisations constatées en avril de l'année suivante. Industrie manufacturière, industries extractives et autres.
Source: Insee (enquête Conjoncture)

Lecture : Depuis plus de vingt ans, la part des investissements consacrée à l'économie d'énergie par le secteur de l'industrie est en augmentation, passant de 3 % en 1991 à 9 % en 2012. Depuis, 2008, cette part se stabilise entre 8 % et 9 % en réalisation comme en prévision.

Indicateur 8.1 (Investissements, recherche et innovation – Dépense en R&D pour l'économie verte)

Dépenses de R&D pour la protection de l'environnement



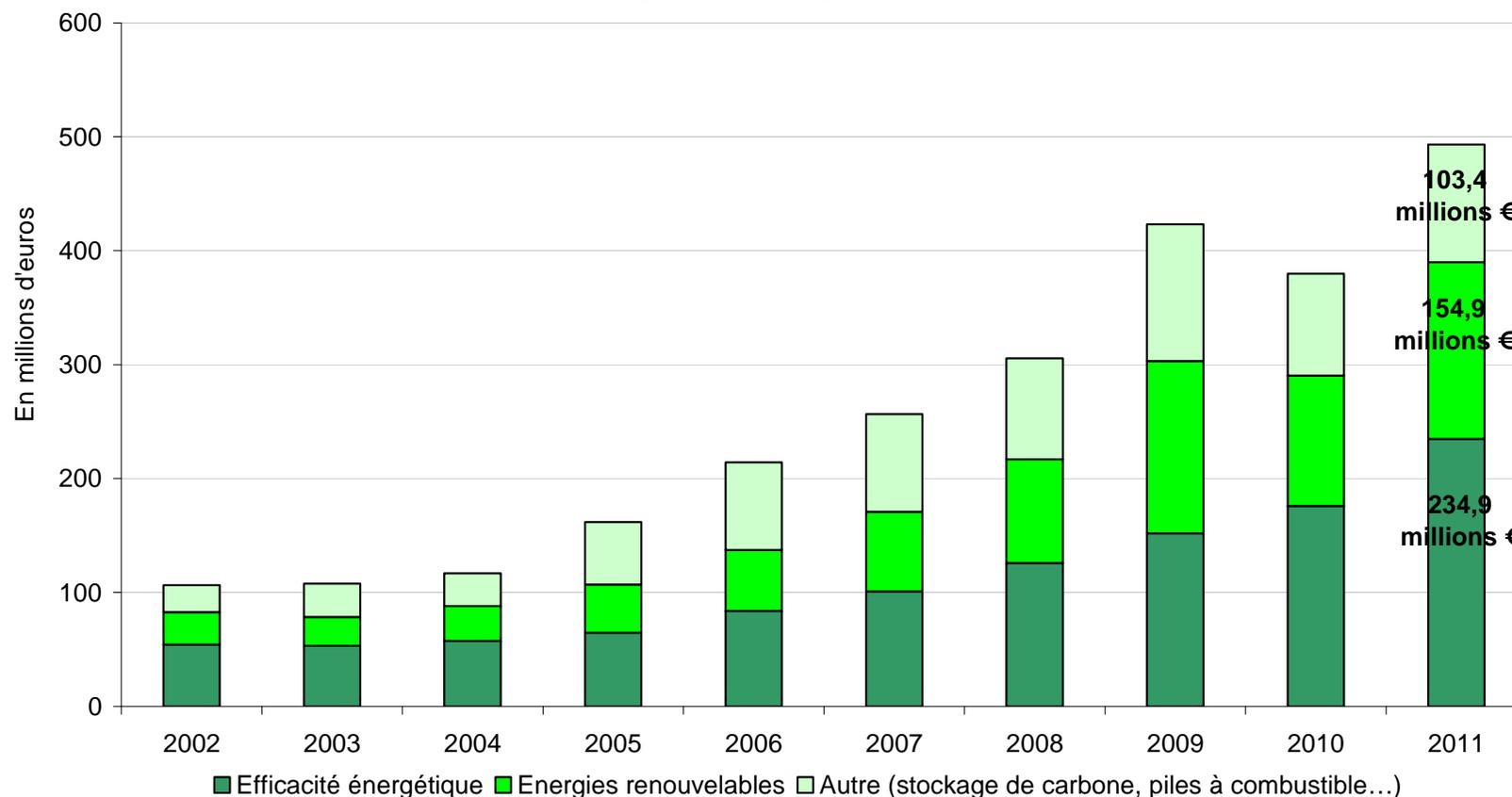
Note : données 2010 semi-définitives, données 2011 provisoires
 Source : SOeS

Lecture : Le périmètre des activités de R&D pour la protection de l'environnement englobe les travaux de recherche entrepris, tant par les entreprises privées que par les administrations publiques, pour élaborer de nouvelles applications dans le domaine de la protection de l'environnement.

En 2011, cette R&D en environnement représente une dépense de 4,2 milliards d'euros. Entre 2000 et 2011, celle-ci a crû à un rythme pratiquement deux fois plus élevé que le total de la dépense de protection de l'environnement. La part de la R&D dans cette dépense totale est ainsi passée de 7,6 % en 2000 à 9,2 % en 2011.

Indicateur 8.2 (Investissements, recherche et innovation – Dépense en R&D pour l'économie verte)

Dépense publique de R&D dans l'énergie verte
(efficacité énergétique, énergies renouvelables...)



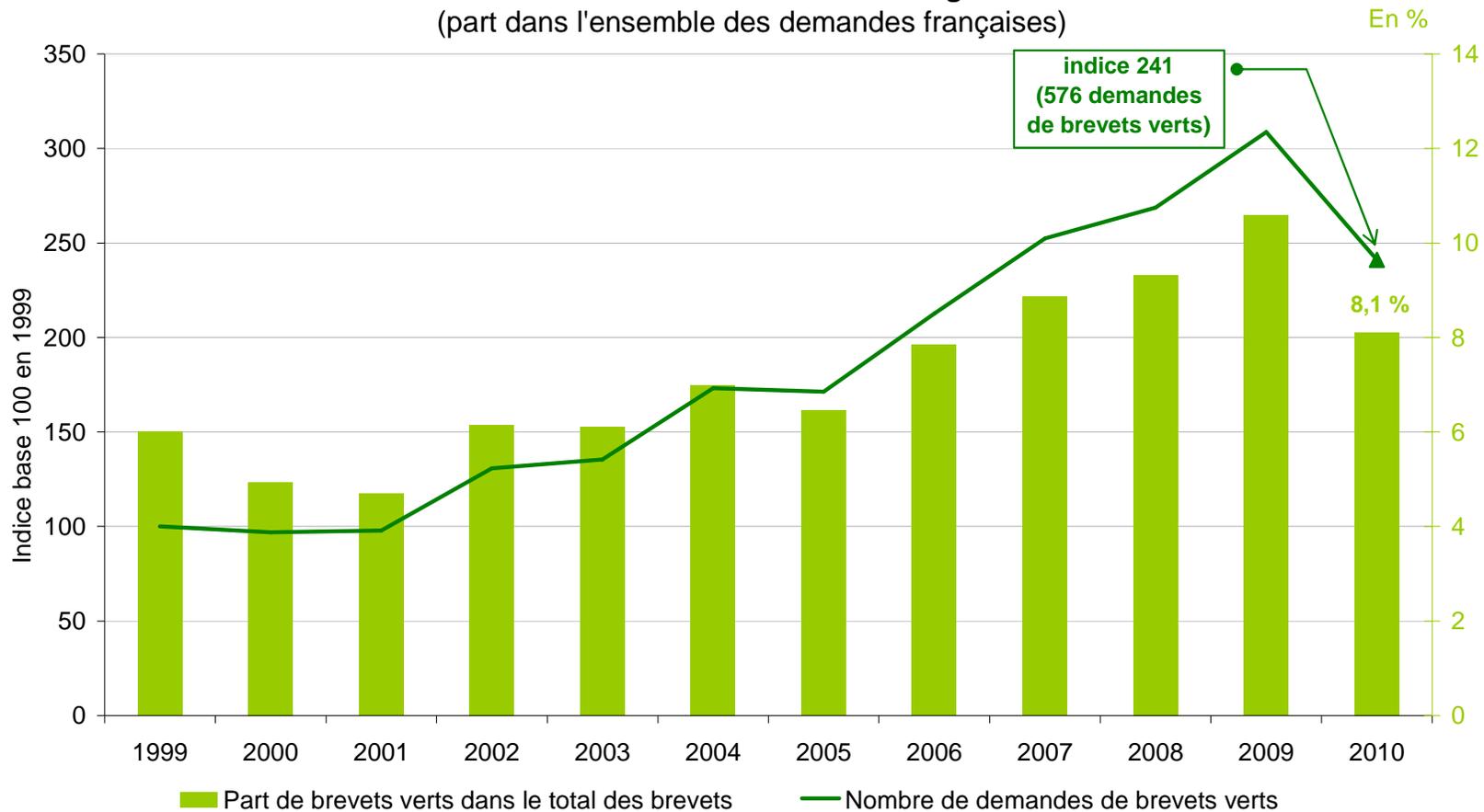
Source : DRI, AIE

Lecture : L'énergie verte représentée ici comprend l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, mais aussi la capture et le stockage de CO₂, l'hydrogène et les piles à combustible.

Depuis 2002, la dépense publique de R&D consacrée à l'énergie verte est en constante augmentation, malgré une légère baisse en 2010, pour atteindre 493,2 millions d'euros en 2011. Cette dépense publique est principalement orientée vers l'efficacité énergétique (234,9 millions d'euros) et les énergies renouvelables (154,9 millions d'euros).

Indicateur 9.1 (Investissements, recherche et innovation – Brevets verts)

Demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement
(part dans l'ensemble des demandes françaises)



Note: demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) dont l'inventeur réside en France.
Source : OCDE

Lecture : Les brevets verts représentés ici correspondent aux demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et dont l'inventeur réside en France.

Depuis dix ans, le nombre de demandes de brevets verts déposé pour la France connaît une forte augmentation, passant de 239 dépôts en 1999 à 738 dépôts en 2009. L'année 2010 est cependant marquée par une baisse significative. La part des demandes de brevets verts dans le total des brevets est en hausse progressive depuis 2001, malgré la baisse observée en 2010, passant de 4,7 % en 2001 à 8,1 % en 2010.